

CONjoncture EUropéenne et Régionale



iéseg
SCHOOL OF MANAGEMENT
LILLE - PARIS

I&S Industries
& Services

Numéro 035

Achévé de rédiger le 18 février 2011

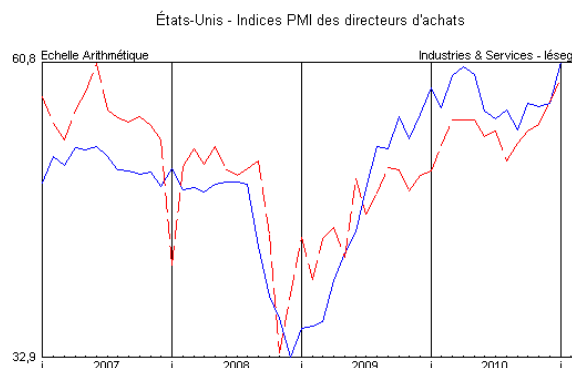
MONDE : Consolidation

Cette année, la **croissance** est de retour et le risque d'un effondrement économique mondial est écarté. Le Fonds monétaire international (FMI) prévoit une augmentation de +4,5% du produit intérieur brut mondial en 2011, après +5% en 2010. Les bilans des entreprises sont assainis et la Chine diffuse une partie de son dynamisme au reste du monde. La croissance américaine se renforce et progressivement l'activité se consolide, aussi bien au Japon que dans la zone Euro. Toutefois, le rythme d'expansion des pays développés ne sera pas suffisant pour conjurer les défis majeurs, monétaires et financiers.

Le **commerce mondial**, qui a amorcé un redressement fin 2010, a commencé l'exercice 2011 sur un rythme soutenu. L'impulsion vient essentiellement de l'Asie émergente, en particulier de la **Chine** qui affiche une croissance de +10,3% en 2010, la meilleure performance depuis 2007, mais ce rythme n'est pas durablement soutenable du fait du retour de l'inflation. La hausse des prix a été de +5% en janvier sur un an et même de +6,4% l'an sur les trois derniers mois. Le baril de Brent reste proche des 100 dollars et la hausse des matières premières atteint plus de +50% en un an. L'abondance des liquidités, l'accélération salariale et la remontée des produits de base sont les principales causes de l'**inflation mondiale**.

Aux **États-Unis**, l'économie s'améliore sous l'effet d'une politique budgétaire très expansionniste. La hausse du PIB, qui ressort à +2,9% en 2010, est due à une consommation des ménages plus importante que prévue qui a augmenté au rythme de +4,4% l'an au dernier trimestre 2010, après +2,4% au trimestre précédent. La progression a été plus rapide que celle du revenu disponible réel (+3,5% l'an) de sorte que le taux d'épargne a reculé à 5,3% et que l'encours du crédit à la consommation a augmenté, soutenant notamment les achats de véhicules automobiles. En contrepartie, les dépenses en capital des entreprises se sont ralenties sous l'effet principal d'un vif freinage de la formation de stocks. Les indices ISM manufacturier et non manufacturier ont

encore nettement progressé en janvier. Le rythme d'expansion début 2011 est supérieur au rythme de croissance tendancielle passée à +3% l'an, mais il reste insuffisant pour provoquer une franche amélioration de l'emploi, même si les créations d'emploi devraient s'accélérer. Le taux de chômage a baissé à 9% en janvier du fait d'une nouvelle chute de la population active. Le ralentissement de l'inflation salariale limite tout risque de résurgence inflationniste malgré le renchérissement des prix des produits de base, ce qui ne peut que conforter la Fed à poursuivre sa politique d'aisance monétaire.



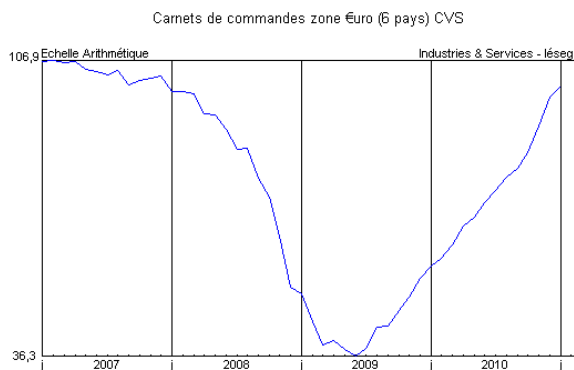
Source : Institute of Supply Management – en **bleu** : secteurs manufacturiers – en **rouge** : secteurs non manufacturiers

Au **Japon**, la croissance du PIB approchera les +4% en 2010 malgré un recul de -1,2% l'an au dernier trimestre. Les exportations ont augmenté de +10,9% en décembre, bénéficiant du dynamisme des pays émergents et la production industrielle a poursuivi son rebond malgré la faiblesse persistante de la demande intérieure. L'indice reste encore inférieur de -1,6% à celui de mai dernier, inférieur de -14,5% à son record de février 2008, d'avant la crise. Le seul moteur de l'activité est la demande extérieure. Les ventes au détail, en volume, ont reculé de -0,5% en décembre, retrouvant leur point bas historique du début 2010. Par ailleurs la déflation ne désarme pas. Les prix à la consommation ont baissé de -0,1% en décembre.

EUROPE : Une croissance plus robuste

En **zone Euro**, la montée en puissance de la reprise se poursuit. La production manufacturière, qui avait reculé de -20% entre le début 2008 et le début 2009, s'est redressée depuis lors de +12,3%. Elle reste inférieure de -10,5 % à son record antérieur, mais la dynamique est enclenchée comme le confirment les enquêtes. L'indice du sentiment économique calculé par la Commission européenne se maintient sensiblement au-dessus de sa moyenne de longue période, tandis que l'indice des directeurs d'achat du secteur manufacturier demeure de l'ordre de 57, à proximité de ses records. La reconstitution des stocks exerce une influence motrice, grâce à la ranimation des échanges et à la vigueur de l'économie allemande, mais le taux de chômage reste élevé à près de 10% de la population active.

En janvier, les **enquêtes de conjoncture** restent globalement orientées à la hausse. Le recul de la production industrielle allemande en janvier est dû au secteur du BTP qui a été touché par les aléas climatiques.



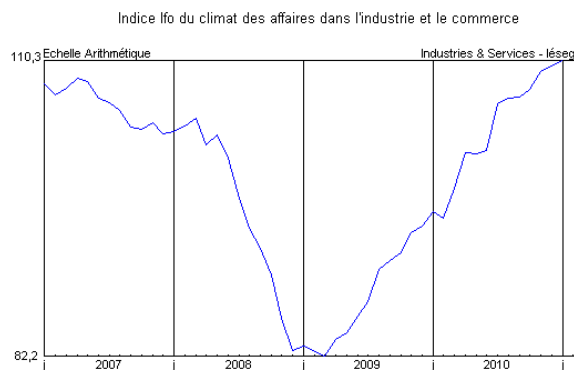
source : Eurostat

La situation économique reste fragile pour les quatre pays qui sont considérés par les marchés comme étant dans une position délicate (Espagne, Portugal, Grèce et Irlande). En **Espagne**, l'activité industrielle peine à redémarrer. La croissance du **Portugal** (+1,3% en 2010) va être bridée par le plan de consolidation budgétaire draconien, alors que la demande privée continue de reculer. Si en **Grèce** aucun rebond de la production industrielle n'est perceptible, l'**Irlande** connaît une hausse de ses exportations qui a dynamisé sa production industrielle.

La nette hausse des prix du pétrole à la fin de l'année 2010 a entraîné les **prix à la consommation** en zone Euro vers le haut (+2,4% en janvier sur un an, mais plus de +4% l'an sur trois mois). Aussi, les taux d'intérêt réels sont désormais nettement négatifs, ce qui ne peut être une situation d'équilibre pour le long terme. La **BCE**, qui n'a pas remonté ses taux directeurs depuis deux ans, ne

peut agir actuellement. La situation du secteur bancaire reste encore fragile, même si elle s'est fortement améliorée depuis l'épicentre de la crise financière.

En **Allemagne**, la première estimation concernant la croissance économique pour 2010 est ressortie à +3,6% selon l'Office fédéral de statistique. Ce fort rebond fait donc suite à la chute tout aussi spectaculaire qu'avait subie l'activité allemande en 2009, avec une contraction de -4,7 % du PIB. Le redressement des exportations (+14,2% sur un an), en liaison avec la reprise du commerce mondial, a été le premier facteur de relance, entraînant l'accroissement de la demande intérieure. L'activité a été soutenue par la fin du déstockage, les variations de stocks représentant 0,8 point de l'augmentation du PIB. Après le recul de -10,1% en 2009, l'investissement a progressé de +5,5%, porté à la fois par les dépenses en biens d'équipement (+9,4%) et en construction (+2,8%). La consommation des ménages est repartie elle aussi à la hausse, à +0,5%.



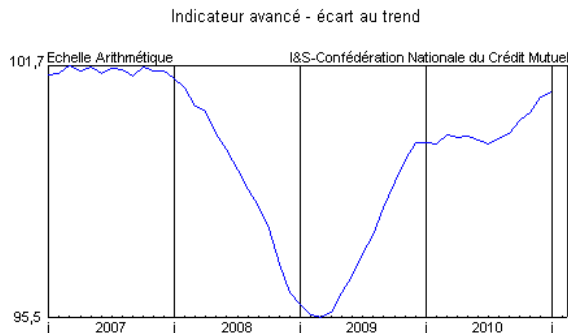
source : Institut für Wirtschaftsforschung

Ainsi, toutes les composantes de la demande ont contribué à la croissance enregistrée en 2010. Compte tenu de ces résultats, les recettes fiscales se sont redressées plus rapidement que prévu, ce qui devrait permettre de contenir le déficit public à 3,5% du PIB pour l'année écoulée, soit 1 point de moins que la précédente estimation. Avec une croissance maintenue au-dessus de +2% en 2011, le déficit repasserait ainsi sous la limite des 3% fixée par le traité de Maastricht.

Au **Royaume-Uni**, le PIB a reculé fin 2010 au rythme de -2% l'an. Cette contreperformance s'explique par les très mauvaises conditions climatiques de décembre. Si la production manufacturière reste bien orientée, les ventes au détail ont reculé en fin d'année. Les achats d'anticipations du relèvement du taux de la TVA intervenu début janvier ne se sont pas manifestés.

FRANCE : Reprise sans rattrapage

En France, d'après les premiers résultats, le **PIB** en volume a augmenté de +0,3% ou +1,4% l'an au quatrième trimestre 2010, au même rythme qu'au trimestre précédent. En moyenne, la croissance française s'est établie en augmentation de +1,5% en 2010, après une contraction de -2,5% en 2009.

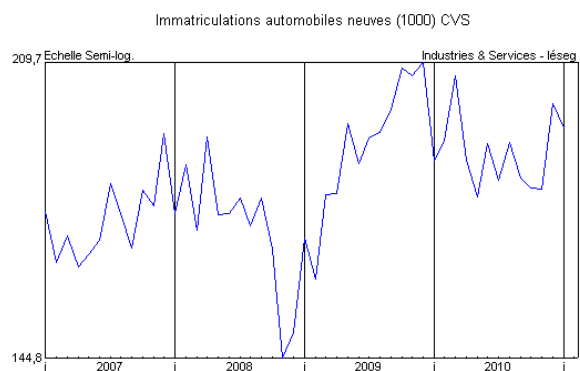


source : Confédération Nationale du Crédit Mutuel

La croissance, qui se poursuit sans rattrapage, a déçu les attentes. Les mouvements sociaux d'octobre ont pesé sur l'activité. Mais les enquêtes de l'Insee et de la Banque de France sur le climat des affaires dans l'industrie montrent une réelle amélioration. L'**indice de confiance** a progressé de six points en janvier à 108. Les carnets de commandes se regarnissent et les perspectives personnelles et générales se redressent. La **production industrielle** a augmenté de +0,3% en décembre et de +5,8% en moyenne en 2010. La seule production manufacturière (hors énergie) affiche une progression identique.

Cependant, ces facteurs positifs ne s'observent pas dans l'évolution des **résultats des entreprises** françaises, ce qui distingue l'économie française de celle de l'ensemble de la zone Euro. Les profits bruts d'amortissement (épargne brute et dividendes nets) réalisés par les sociétés non financières de la zone Euro sont revenus à leur niveau record de 2007, alors qu'ils lui sont encore inférieurs de -12,5% pour les sociétés en France. Le taux d'autofinancement à 60,4% au troisième trimestre 2010 est plus faible qu'en 2007 alors qu'il ressort à 91,3% dans l'ensemble de la zone Euro où il a regagné plus de quinze points par rapport à son niveau antérieur à la récession. Le potentiel d'accélération de l'**investissement productif** apparaît réduit en France comparativement à la zone Euro. Des éléments d'explication à cette divergence d'évolution des profits sont à rechercher notamment dans un redressement de la masse salariale versée par les sociétés non financières un peu plus rapide en France que dans la zone Euro, d'une part, et dans un moindre recul des frais financiers nets et des impôts liés à la production supportés par les sociétés non financières, d'autre part. Les évolutions des impôts sur les sociétés ont en revanche été similaires.

Le **déficit commercial** s'est élevé à 51 milliards d'euros en 2010, contre 44 milliards en 2009. Les exportations sont en hausse de +13% et les importations de +14,9%. Mais les industriels semblent avoir pris conscience du manque de compétitivité de l'économie française. Quoiqu'il en soit, les chefs d'entreprise anticipent un rebond marqué des investissements industriels en 2011 (+14% après une baisse de -2% en 2010). Les conditions de financement s'améliorent. La progression des crédits à l'investissement se poursuit (+3,5% sur un an en décembre et +5,8% l'an sur les trois derniers mois). Le taux d'intérêt moyen des crédits nouveaux accordés aux sociétés non financières a baissé légèrement en décembre (3,01%, après 3,05%).



source : Comité des Constructeurs Français d'Automobiles (CCFA)

De leur côté, les Français peinent à retrouver le moral, bien que leur **consommation** en produits manufacturés ait progressé de +1% en moyenne en 2010 au lieu de +0,8% en 2009. La fin de la prime à la casse a dopé les ventes de voitures en décembre et en janvier, elles sont ressorties à un peu plus de 2,3 millions en rythme annuel, un niveau encore élevé. Mais les ménages sont plus pessimistes sur leur situation financière. Le **pouvoir d'achat** est plombé par la faible progression des salaires (+1,7% en 2010 pour le salaire mensuel de base).

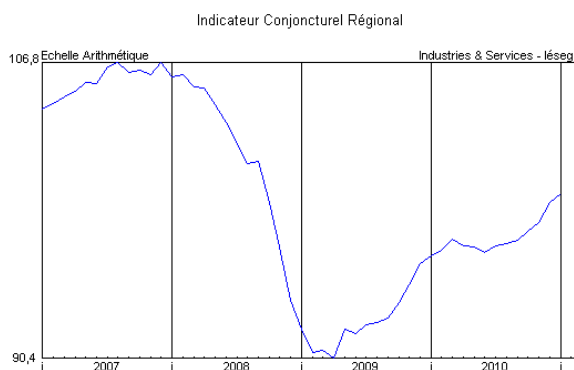
Malgré la reprise économique, le taux de **chômage** (9,7% en décembre) reste élevé. En 2010, le nombre de demandeurs d'emploi (catégorie A) a progressé de +3% au lieu de +18,7% en 2009 tandis que l'emploi salarié affiche une hausse de +0,7% avec 109.900 emplois créés. Cette augmentation reste dépendante de l'intérim (103.100 emplois).

L'**endettement** des ménages est au plus bas depuis quinze ans. Le taux de détention est tombé à 49,5%. Ce repli, qui tient essentiellement au moindre usage des crédits à la consommation, va entraîner une baisse des souscriptions de cartes de crédit.

NORD-PAS DE CALAIS : Retour, progressif, à la "normale"

ORIENTATIONS GENERALES

Selon les éléments réunis jusqu'au 17 février, l'Indicateur Conjoncturel Régional Industries & Services-léseg pour le mois de janvier a prolongé sa remontée. L'activité a encore progressé dans pratiquement toutes les branches de l'industrie. La demande s'intensifie et les plans de charge sont désormais mieux assurés. Mais les chefs d'entreprises ne pêchent pas par excès d'optimisme et n'extrapolent pas la croissance des récents rythmes de progression de leurs fabrications. Les échanges avec l'extérieur sont aussi mieux orientés. Un retour, encore partiel, vers la "normale" est en cours mais qui n'est pas sans comporter quelques déséquilibres. Le sous-indicateur de l'emploi présente encore des évolutions préoccupantes malgré la poursuite du recul du chômage partiel et des licenciements économiques tandis que la consommation des ménages demeure atone.



Source : Industries & Services - léseg

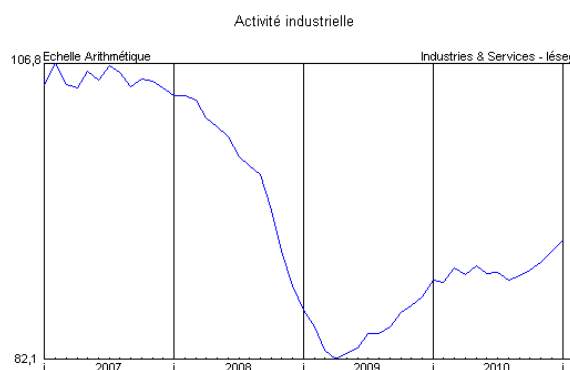
ACTIVITE

Les rubriques abordées se réfèrent désormais à la nouvelle nomenclature d'activités (NAF révision 2).

Industries agroalimentaires : La production régionale a encore faiblement progressé en janvier. Si les carnets de commandes se sont fortement contractés dans la filière de la viande, ils restent jugés corrects dans les autres compartiments, notamment l'industrie laitière où les stocks de produits finis sont devenus insuffisants. Dans l'ensemble, l'activité devrait s'intensifier au cours des prochains mois.

Biens d'équipement professionnels : Les plans de charge se sont largement regarnis dans les deux principaux secteurs de la fabrication des équipements électriques et des machines et équipements mécaniques. La production a ainsi repris sa progression et cette tendance devrait se poursuivre à court terme.

Matériel de transport : Comme ils l'avaient annoncé, les assembleurs ont accéléré leurs cadences pour faire face à une demande en croissance et pour reconstituer des stocks devenus trop faibles. Les carnets de commandes se regarnissent. Pour leur part, les équipementiers ont maintenu leur niveau d'activité. Les carnets sont jugés satisfaisants et les stocks de produits finis un peu faibles. Les perspectives y demeurent favorables. Dans l'industrie du matériel ferroviaire, avec des carnets confortables et une demande stable les rythmes des fabrications sont restés inchangés depuis quelques mois. Ils devraient être renforcés dans les prochaines semaines.

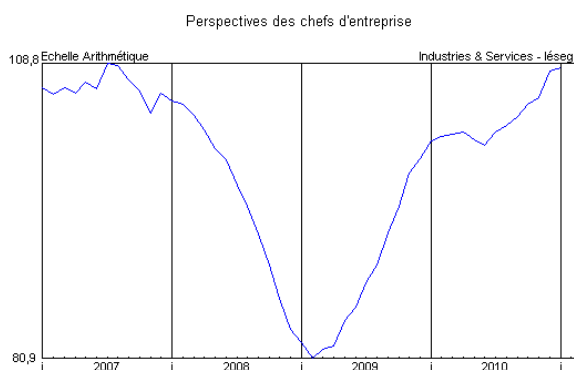


Source : Industries & Services - léseg

Autres produits industriels : L'activité s'est accélérée dans la plupart des secteurs, les prises de commandes se développent, tant sur le marché intérieur qu'à l'exportation, les carnets retrouvent leur niveau d'avant-crise et les équipements sont de mieux en mieux utilisés. Les producteurs sont désormais en bonne position pour répercuter les hausses successives des matières premières dans leurs prix de vente et envisagent l'avenir avec plus de sérénité. S'ils n'anticipent plus une croissance aussi forte qu'en janvier, du moins espèrent-ils le maintien des acquis.

Construction : Selon les statistiques ministérielles ([Sit@del2](#)), les autorisations de bâtir de nouveaux logements ont faibli en décembre dans le Nord-Pas de Calais, à un an d'intervalle : -8,8% contre +18,2% en France métropolitaine, conduisant à des évolutions annuelles 2010 respectivement de +11,1% et de +16,2%. Les mises en chantier ont néanmoins progressé malgré les intempéries : +31,7% dans la région contre +34,7%, soit, pour l'ensemble de l'année, +7% et +3,1%. Dans la construction neuve non résidentielle, les évolutions ont été nettement plus défavorables -0,4% pour les superficies autorisées et -38% pour les mises en chantier (contre, respectivement +31% et +18,4% en France métropolitaine). Les variations annuelles ressortent à -12,6% pour les permis et -23,7%

pour les mises en chantier (contre -3,2% et -19,6% en France métropolitaine).

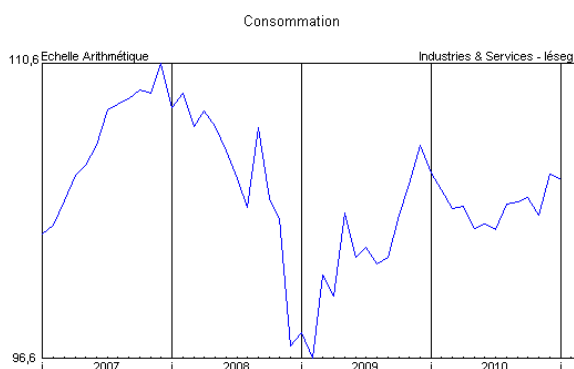


Source : Industries & Services - léség

Services aux entreprises : La situation est restée contrastée selon les secteurs. Après le repli ponctuel de décembre, les secteurs de l'informatique et des services de communication ont retrouvé une croissance soutenue qui devrait se prolonger. Les prestations des agences de travail temporaire se sont encore développées, mais les prévisions s'orientent à présent vers la stabilité. Les activités de conseil, les cabinets d'architecture et ingénierie, le contrôle et l'analyse technique ont retrouvé leur dynamisme. En revanche, les évolutions sont restées moins favorables dans les secteurs juridiques et comptables.

CONSOMMATION

La **consommation régionale** des ménages en produits industriels s'est stabilisée en janvier. Les immatriculations d'automobiles neuves ont conservé un niveau élevé grâce à la "prime à la casse" (véhicules achetés avant la fin du mois de décembre mais pouvant être livrés et immatriculés plus tard).



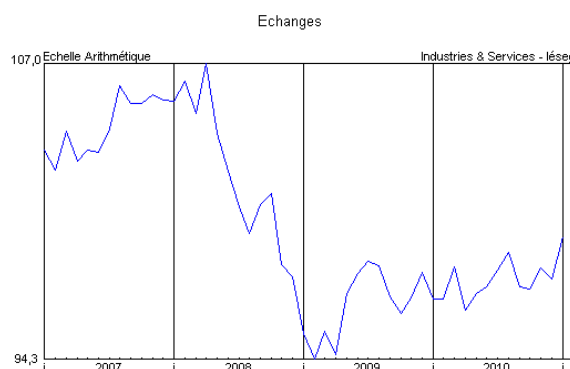
Source : Industries & Services - léség

Dans le commerce de détail, les évolutions des transactions en volume sont restées ternes malgré le début de la période des soldes. Les textiles et habillement, les cuirs et chaussures et l'horlogerie-bijouterie ont été particulièrement touchés par la mévente. La stabilité a prévalu pour l'électroménager, les meubles, la quincaillerie et le

bricolage tandis que la librairie-papeterie conservait une bonne orientation. L'électronique grand public s'est redressée, dopée, en partie, par le passage de la télévision au "tout numérique" début février. Les évolutions du volume du chiffre d'affaires de la Vente à Distance – dont le marché est national – sont redevenues positives pour l'ensemble des articles : +6,3% à un an d'intervalle et +9,3% par rapport à décembre. Toutefois, pour le seul compartiment du textile-habillement, les variations ont été, respectivement, de -9,3% et de +5,2%.

ÉCHANGES

Le volume total des expéditions de marchandises au départ de **Dunkerque** a encore progressé en janvier (+37% à un an d'intervalle) grâce aux vracs solides (+64%) - charbons et céréales - et par les vracs liquides (+223%) par un prélèvement sur les stocks d'hydrocarbures. Les exportations de "marchandises diverses", seule composante du trafic (44% des volumes pour le mois de janvier) qui participe désormais à l'élaboration de l'Indicateur Conjoncturel Régional, ont encore baissé de -3%, où le trafic roulier (transmanche) est désormais de nouveau concurrencé par le Tunnel. Le trafic de conteneurs s'est inscrit en hausse de +11%.



Source : Industries & Services - léség

Connues partiellement jusqu'à janvier, les livraisons de gazole, utilisées comme indicateur de l'évolution du **trafic routier** de marchandises ont accusé un progrès sensible à un an d'intervalle. L'enquête de conjoncture du Secrétariat Régional de la Banque de France portant sur ce même mois auprès des entreprises de transports et d'entreposage confirme cette évolution et mentionne des perspectives confiantes qui permettront un renforcement des effectifs. Les immatriculations de **véhicules utilitaires légers** neufs ont retrouvé une croissance soutenue tandis que celles des **véhicules industriels** se sont encore inscrites en très forte hausse.

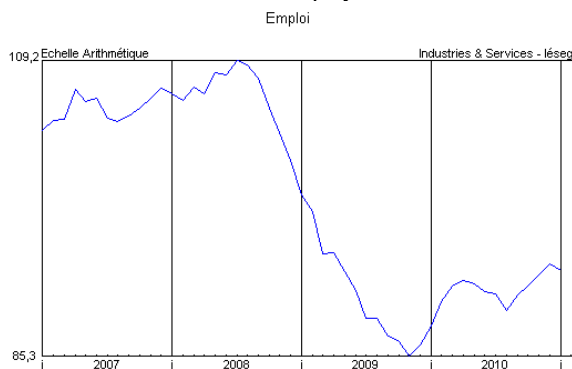
Le **trafic aérien de passagers** par l'aéroport de Lille-Lesquin a légèrement augmenté de +0,9% (soit +1,1% hors transit, déroutements et "divers"). Les vols réguliers internationaux (hors "espace Schengen") prolongent leur croissance "à deux

chiffres" (+11,2%). Ceux avec l'Union Européenne (incluant les vols intérieurs) ont enregistré une petite hausse (+3,6%). En revanche, les vols "vacances" (charters) ont été fortement réduits (-38,9%).

EMPLOI

En décembre, le nombre de **demandeurs d'emploi en fin de mois** dans la région a encore augmenté de +0,3% par rapport à novembre pour la catégorie A (sans emploi avec actes positifs de recherche d'emploi), en hausse de +4,5% à un an d'intervalle. Les variations correspondantes, en France métropolitaine ont été, respectivement, de +1,0% et de +3%. Pour l'ensemble des catégories A, B et C, l'évolution mensuelle régionale a été de +0,6%, contre +0,8% en France et de +6% contre +5,3% par rapport à décembre 2009. Sur un an, le chômage régional des hommes s'est accru de +4,9% (+4,3% dans le pays) et celui des femmes de +7,3% (contre +6,2%). Pour les jeunes de moins de 25 ans, la variation est ressortie à -2,6%, contre -2,8% (comme en France métropolitaine). Elle a été de +17% (contre +19,8%) en ce qui concerne les demandeurs d'emploi inscrits depuis un an et plus. L'amélioration du marché du travail, consécutive à toute reprise, ne se manifeste pas encore. Elle ne se manifestera que lorsque l'horizon des entrepreneurs sera pleinement dégagé et que les "réserves" de main-d'œuvre seront épuisées. En janvier 2011, le nombre d'heures d'**activité partielle** autorisées dans les établissements a d'ailleurs encore baissé de -69,3% dans la région, contre -73,4% en Métropole.

Les entrées à la suite de **licenciements économiques** (y compris les fins de conventions de conversion, de PAP anticipés et de CRP) ont prolongé le repli des mois précédents en baissant de -28,9% sur un an en décembre après -36,3% en novembre (contre -19,7% après -30,5% en France). Le flux total des **entrées** à Pôle Emploi a diminué de -4% contre -3,7% en France métropolitaine. Simultanément, celui des **demandes d'emploi sorties** des listes reculait de -3,9% contre -0,3% dans le pays.



Source : Industries & Services - léseg

Le nombre d'**offres d'emploi** nouvelles collectées dans la région par Pôle Emploi a de nouveau reculé en décembre à un an d'intervalle de -9,6%, contre +4,5% pour la référence nationale (en données brutes). Par catégorie d'offres, les évolutions sont restées toujours très fortement dispersées : -19,1% contre -4,2% pour les offres durables (plus de 6 mois), -7,4% contre +4,6% pour les offres temporaires (de 1 à 6 mois) et +15,4% contre +3,0% pour les emplois occasionnels (en données corrigées des variations saisonnières).

MÉTHODOLOGIE

Les Indicateurs de **Conjoncture Européenne et Régionale** sont établis mensuellement par Industries & Services-léseg, sous la direction de François Milléquant et de Hassan El Asraoui. Ils reposent sur les informations communiquées par l'INSEE, l'OCDE, Eurostat, l'Union des Industries et Métiers de la Métallurgie, le COE-Rexecode, la Confédération Nationale du Crédit Mutuel, ainsi que sur les données locales réunies ou établies par la Direction Régionale de l'INSEE, le Secrétariat Régional de la Banque de France, la Direction Régionale du Travail, des Relations Sociales et de la Solidarité, le Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de la Mer, l'Union Française des Industries Pétrolières, l'Aéroport de Lesquin et le Grand Port Maritime de Dunkerque. La reproduction totale ou partielle de ce document est soumise à l'approbation préalable d'Industries & Services-léseg. Les textes n'engagent que leurs auteurs.

REDACTION : Industries & Services (Équipe de recherche en Économie Industrielle et Régionale de l'léseg).
 DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Jean-Philippe Ammeux, Directeur de l'léseg School of Management Lille-Paris, 3 rue de la Digue, 59000 LILLE ☎ 33.(0)3.20.54.58.92. 📠 33.(0)3.20.57.48.55. – www.ieseg.fr - Membre de la Conférence des Grandes Écoles, de l'Université Catholique de Lille et du LEM (Lille Économie & Management), UMR CNRS 8179.
 Pour joindre les rédacteurs :
 Dr François Milléquant : f.millequant@ieseg.fr ou francois.millequant@wanadoo.fr
 Dr Hassan El Asraoui : h.elasraoui@ieseg.fr
 Les numéros les plus récents peuvent être consultés et téléchargés sur le site : <http://www.ieseg.fr/rerelations-entreprises/indicateurs-de-conjoncture/>